

# Rapport annuel | 2011



Le Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG), **organisation internationale spécialisée**, enregistrée en tant que fondation à but non lucratif en Suisse, œuvre à **l'élimination** des mines, des restes explosifs de guerre et autres engins explosifs, tels que les stocks de munitions dangereuses. Le CIDHG apporte des **conseils** et un soutien au développement des capacités, entreprend des recherches appliquées, diffuse des connaissances et des meilleures pratiques et élabore des **normes**. Par son travail, en **coopération** avec ses partenaires, le CIDHG permet aux autorités nationales et locales des **pays touchés par les mines de planifier, coordonner, mettre en place, superviser et évaluer** des programmes d'action contre les mines de manière efficace, efficiente et sûre, et d'appliquer la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et les autres instruments pertinents du droit international. Le CIDHG est attaché aux principes humanitaires **d'impartialité, de neutralité, d'humanité et d'indépendance**.

## **TABLE DES MATIÈRES**

<b>MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE</b>	2
<b>AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR</b>	3
<b>CONTEXTE DE TRAVAIL</b>	4
<b>MÉTHODES DE TRAVAIL</b>	6
<b>PROGRAMMES</b>	6
Gestion stratégique	6
Opérations	8
Gestion de l'information	12
<b>LES ACTIVITÉS DU CIDHG À TRAVERS LE MONDE</b>	10   11
<b>NORMES DE L'ACTION CONTRE LES MINES</b>	14
<b>DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE</b>	15
<b>DIFFUSION DU MESSAGE</b>	16
<b>RESSOURCES ET GOUVERNANCE</b>	18

## MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

En participant à la onzième Réunion des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (CIMAP) au Cambodge en décembre 2011 et en rencontrant des communautés touchées dans l'un des pays les plus minés, j'ai été témoin de l'importance du déminage humanitaire pour les efforts de développement dans une optique plus générale. L'action contre les mines fait partie intégrante des politiques de développement dans les pays touchés par les mines, les armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre. Avec la Convention sur les armes à sous-munitions (CASM), la CIMAP établit le cadre juridique nécessaire à l'action contre les mines. Ces deux conventions contribuent à maintenir fermement l'accent sur ces armes d'emploi aveugle. Il est encourageant de voir la CASM s'imposer progressivement avec une augmentation constante du nombre d'États parties et de constater l'adhésion de deux nouveaux États parties à la CIMAP, en 2011 et au début de 2012. Outre ces traités, plusieurs initiatives parallèles s'attaquent aux conséquences désastreuses des armes explosives pour les populations civiles, telles que la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, ou encore le Réseau international sur les armes explosives (INEW).

Je suis heureuse de voir un nombre croissant d'acteurs et d'organisations participer à ces initiatives, qui tendent toutes vers un même but: protéger les populations contre les armes d'emploi aveugle. C'est dans ce contexte que le Centre international de déminage humanitaire (CIDHG) demeure à l'écoute des besoins des pays touchés par les mines, les armes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre. Toutefois, cet engagement ne pourrait se traduire en actions concrètes sans nos donateurs et nos partenaires, que nous remercions chaleureusement pour leur soutien constant vis-à-vis du CIDHG et de ses objectifs.

**Dr Barbara Haering** | Présidente du Conseil de fondation du CIDHG



## AVANT-PROPOS DU DIRECTEUR

Pour le CIDHG, 2011 fut une année d'action, mais aussi de réflexion et de définition. Nous avons entrepris une révision approfondie de notre stratégie. Tout au long de l'année, nous avons consulté les autorités nationales de l'action contre les mines, l'ONU, le CICR, les opérateurs, les instituts de recherche, les donateurs et nos autres partenaires pour mener des discussions et des débats sur l'avenir du CIDHG. Il était important de comprendre le contexte de travail actuel de l'action contre les mines, ainsi que la façon dont le CIDHG devrait contribuer au développement de ce secteur et aux réalisations requises par le cadre juridique humanitaire international.

Ce processus, qui s'est étendu sur toute l'année, a débouché en décembre 2011 sur l'adoption formelle de la nouvelle stratégie 2012-2014 par le Conseil de fondation du CIDHG. Nous sommes convaincus que cette stratégie, et son analyse du contexte de travail de l'action contre les mines, deviendra un instrument efficace pour guider le développement de nos activités, ainsi qu'un outil précieux pour les autres acteurs à l'œuvre dans ce domaine.

Un observateur pourrait s'imaginer que le CIDHG ne s'intéresse qu'aux mines, aux restes explosifs de guerre et autres engins explosifs tels que les stocks de munitions dangereuses. Si ces engins constituent effectivement l'axe central du travail du CIDHG, car ils tuent et blessent de nombreuses personnes, le CIDHG se préoccupe aussi activement des questions liées à la terre, et fréquemment à des terres qui ne contiennent ni mines ni restes explosifs de guerre (REG).

L'approche de la remise à disposition des terres vise à promouvoir l'efficacité opérationnelle en établissant une distinction entre les terres qui contiennent des mines et des REG et celles qui sont en fait sans danger. La terre représente un facteur essentiel du développement des communautés et l'optimisation des ressources devrait être un moteur puissant pour l'action contre les mines. Eu égard à cet objectif, nous menons de nombreuses activités concernant l'utilisation envisagée et réelle de la terre après la remise à disposition ou la dépollution, ainsi qu'en matière de droits fonciers.

Le CIDHG travaille aussi de plus en plus sur les questions de gestion de l'action contre les mines. La gestion d'un programme d'action contre les mines constitue une tâche complexe et délicate, qui requiert de solides compétences, connaissances et outils de gestion. Le CIDHG relève ce défi en coopérant avec des équipes de conseillers issus de divers secteurs sur des thèmes tels que la gestion stratégique, la gestion de l'information, la gestion de la qualité, et sur des questions juridiques comme, par exemple, la conformité et la responsabilité.

Pour un pôle de connaissances tel que le CIDHG, la diffusion du message revêt une importance capitale. Il apparaît sans cesse de nouvelles méthodes permettant de communiquer avec nos divers publics, dont certaines sont actuellement étudiées par le Centre. Toutefois, la langue demeure la base de toute communication. Nous avons ces dernières années consenti un gros investissement dans le Programme francophone, qui a atteint l'objectif prévu de son transfert à nos pays partenaires africains. Ce modèle de libre circulation d'informations et d'expériences au sein d'un groupe linguistique s'est avéré très efficace; c'est pourquoi en 2011, nous avons démarré le processus de mise en place d'un programme similaire au bénéfice des pays travaillant en langue arabe.

Fidèle à lui-même, le CIDHG a continué à mettre l'accent, à l'interne, sur une amélioration constante de sa capacité à répondre aux défis du secteur en tant qu'organisation, en élargissant ses activités, en améliorant ses méthodes de gestion des projets et ses systèmes de contrôle financier et en dispensant à ses équipes une formation continue.

Par son importante contribution au travail réalisé dans ce secteur, le CIDHG demeure un acteur essentiel de l'action contre les mines. Cela est possible grâce à une équipe fortement motivée et des partenariats étroits avec l'ensemble du secteur de l'action contre les mines et, de plus en plus fréquemment, avec des domaines connexes.

Ambassadeur Stephan Husy | Directeur du CIDHG



## CONTEXTE DE TRAVAIL

Les mines antipersonnel (mines AP), les armes à sous-munitions et autres restes explosifs de guerre (REG) frappent les civils sans discrimination et entravent le développement bien après la fin des conflits armés. Plus d'un tiers des pays de la planète sont encore contaminés par ce type d'armes.

L'interdiction totale des mines AP, par l'adoption de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (CIMAP), a contribué à réduire considérablement le nombre de victimes, la surface minée mondiale et la pose de nouvelles mines AP. En 2009, la deuxième Conférence d'examen a pris la mesure des progrès accomplis et des défis qui restent à relever. Elle a débouché sur le Plan d'action de Carthagène, qui comprend de fermes engagements de mise en œuvre et souligne la nécessité de mieux identifier les zones dangereuses. La Convention sur les armes à sous-munitions (CASM), entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2010, a su s'imposer et recueillir une large approbation. La participation active de certains pays parmi les plus touchés au travail de la Convention a joué un rôle crucial. Par ailleurs, le Protocole II modifié sur l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs et le Protocole V sur les restes explosifs de guerre annexés à la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) imposent des restrictions et des responsabilités générales en matière de mines, d'armes à sous-munitions et de REG.

Après s'être concentrée sur deux des types d'armes aveugles parmi les plus dévastatrices, l'attention internationale et nationale se tourne maintenant vers le phénomène plus large de la violence armée. Par exemple, l'Initiative sur les armes explosives s'attaque à un vaste éventail d'armes aux effets désastreux sur les civils lorsqu'elles sont utilisées dans des zones peuplées, tandis que le processus de négociation du Traité sur le commerce des armes vise à mettre en place un accord international permettant de réglementer le transfert international de tous les types d'armes classiques. Appuyée par la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, par les engagements d'Oslo sur la violence armée et par d'autres mécanismes, la communauté internationale reconnaît maintenant dans une large mesure que la violence armée compromet gravement la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

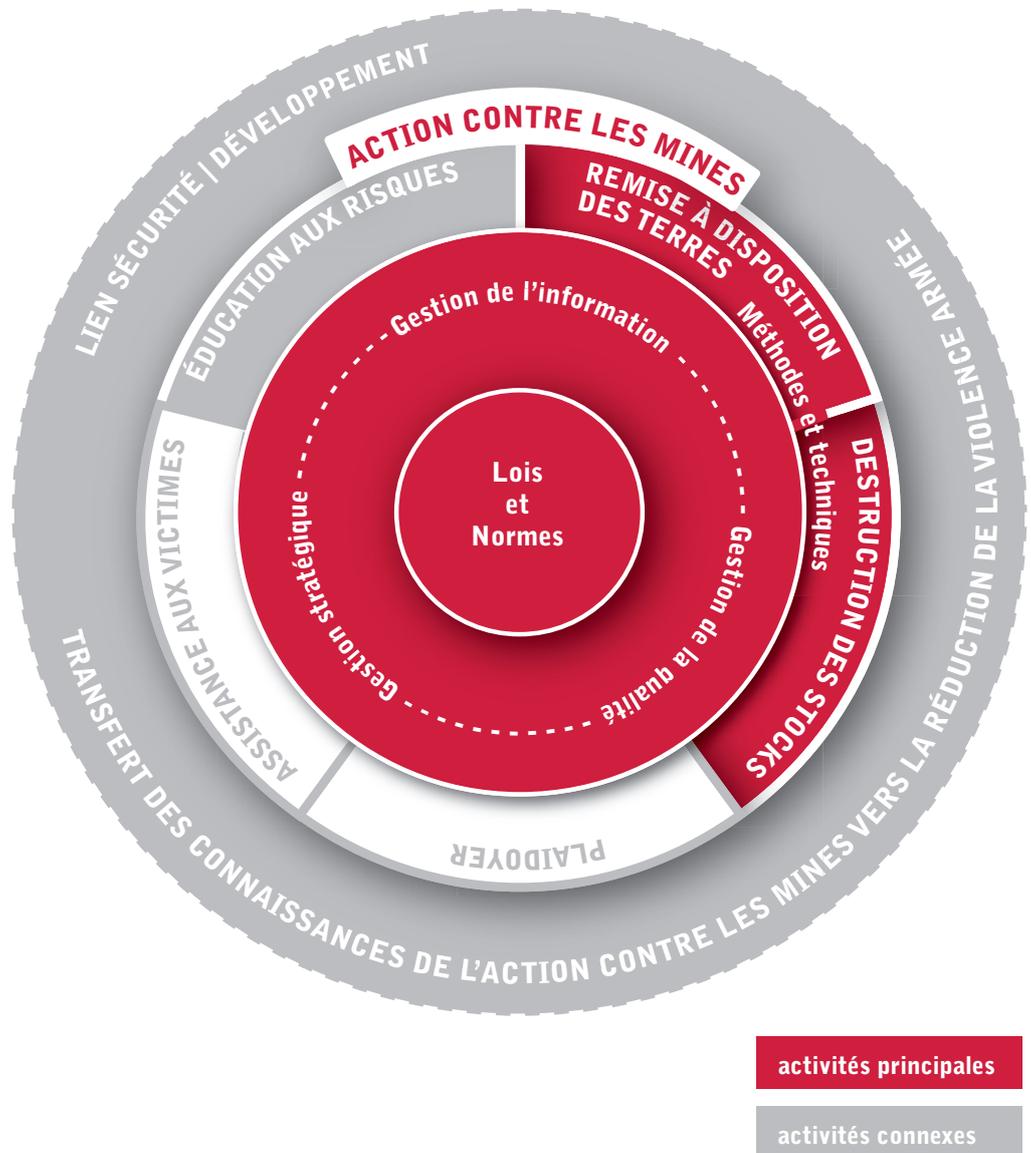
Au niveau opérationnel:

- > Les pays vont accélérer leurs progrès vers le respect des obligations qui leur incombent au titre des traités, en réduisant et en éliminant l'impact de ces armes ou en assumant leur responsabilité en matière de contamination résiduelle, entraînant une réduction tant dans le volume total de l'assistance requise par les programmes nationaux d'action contre les mines que dans le nombre total de pays nécessitant et sollicitant une aide en matière d'action contre les mines auprès de la communauté internationale.
- > L'aide fournie à certains pays ne va pas disparaître, mais elle pourrait prendre la forme d'activités liées aux explosifs et aux armes dans un sens plus large ou d'un soutien mieux ciblé à l'action contre les mines déployé, par exemple, par le biais d'ateliers de formation, d'envoi de conseillers à court terme et d'échanges Sud-Sud.
- > On voit se dessiner clairement chez les donateurs une tendance à favoriser les projets et les programmes nationaux, plutôt que de fournir un financement de base à des organisations actives à l'échelle mondiale, comme ils le faisaient par le passé.
- > L'action contre les mines devient plus concurrentielle. La passation de marchés, les questions de conformité et les perspectives commerciales (p.ex. auprès des compagnies pétrolières) revêtent une importance croissante. Les ressources sont parfois attribuées à d'autres activités, telles que la destruction d'un ensemble d'armes plus large, et de nombreuses organisations d'action contre les mines se tournent en conséquence avec succès vers les domaines connexes.
- > Compte tenu de la détermination accrue des donateurs à optimiser les ressources, on attend des pays et des organisations qu'ils justifient davantage leurs activités et fournissent des preuves plus concrètes d'efficacité – en termes de résultats pour le développement et de conformité aux traités – et d'efficacité, en définissant avec une plus grande précision le problème de la contamination et en utilisant les méthodes les plus rentables pour éliminer les menaces et les contraintes.

- > On s'attend clairement à ce que les autorités nationales s'approprient davantage les problèmes liés à l'action contre les mines et les mesures prises pour les résoudre, notamment en respectant les obligations qui leur incombent au titre des traités et en s'attaquant aux niveaux résiduels de contamination. La gestion des aspects à long terme du problème, en particulier ceux qui concernent les victimes des mines/REG, commence à être transférée vers d'autres acteurs sociaux et gouvernementaux établis.
- > Comme dans la plupart des secteurs, les changements technologiques rapides – en particulier dans le domaine de la technologie de l'information et de la communication (TIC) – créent des occasions d'innovation et de nouveaux défis pour les plateformes établies.

En résumé, l'action contre les mines demeure une activité humanitaire et de développement importante et un outil de progrès déterminant, dont la forme s'adapte à la nature et à l'évolution du problème, ainsi qu'aux conditions et circonstances dans lesquelles il s'inscrit.

### Champ d'activité du GICHD



Le travail accompli par le CIDHG tout au long de l'année 2011 est présenté plus en détail dans les pages qui suivent.

## MÉTHODES DE TRAVAIL

En se fondant sur une synergie entre l'expérience et la recherche appliquée, le CIDHG apporte des conseils et un soutien au développement des capacités, diffuse des connaissances et des meilleures pratiques et élabore des normes. Par son travail, en coopération avec ses partenaires, le CIDHG permet aux autorités nationales et locales des pays touchés par les mines de planifier, coordonner, mettre en place, superviser et évaluer des programmes d'action contre les mines de manière efficace, efficiente et sûre, et d'appliquer la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et les autres instruments pertinents du droit international.

Notre travail repose sur une large gamme de partenariats avec des gouvernements, l'ONU, le CICR, d'autres organisations internationales, régionales et nationales, des opérateurs et des instituts de recherche. En 2011, les membres du CIDHG ont visité près de 50 pays et territoires afin de dispenser des formations, mener des études, organiser des ateliers et apporter leur expertise et leur conseil en matière d'action contre les mines.

## PROGRAMMES

Au cours de l'année 2011, le Centre a poursuivi son travail sur la base de la stratégie 2009-2011, tout en menant une réflexion et en élaborant une nouvelle stratégie pour 2012-2014. La nouvelle structure issue de la réorganisation interne de 2011, qui comprend trois sections - Gestion stratégique, Opérations et Gestion de l'information - a continué de se développer et de renforcer ses liens, tant vers l'extérieur que sur le plan interne. Ces sections sont venues s'ajouter à la section Normes existante, portant à quatre le nombre total de sections. La section Normes a poursuivi son travail de gestion des Normes internationales de l'action contre les mines (NILAM) pour le compte des Nations Unies et de la communauté de l'action contre les mines, tandis que le Programme de diffusion linguistique francophone atteignait en 2011 l'objectif prévu de son transfert à nos partenaires francophones.

### Gestion stratégique

L'un des principaux objectifs du CIDHG est d'améliorer la gestion des programmes d'action contre les mines, c'est pourquoi une grande partie de notre soutien au développement des capacités est axé sur le renforcement des capacités de gestion stratégique dans les pays touchés par les mines. Pour atteindre cet objectif, la section Gestion stratégique appuie plusieurs programmes par le biais de formations, de conseils et de publications. Si les publications de 2011 ont mis l'accent sur le renforcement des capacités des programmes d'action contre les mines en matière d'établissement de priorités et d'enquête, les formations se sont attachées à améliorer la conception, la supervision, l'évaluation et la gestion de la qualité dans les programmes.



### Action contre les mines, sécurité et développement

L'objectif du programme du CIDHG Action contre les mines, sécurité et développement (*Mine Action, Security and Development* ou MASD) est de fournir aux praticiens de l'action contre les mines et du développement les informations et outils nécessaires pour lier l'action contre les mines aux priorités plus larges définies au niveau des gouvernements et de la communauté internationale (développement, questions humanitaires, maintien de la paix, relèvement après un conflit, réduction de la violence armée, réforme du secteur de la sécurité, etc.). En 2011, les activités de la section MASD ont inclus, entre autres:

- > Le concours apporté à l'UNMACC en République démocratique du Congo (RDC) pour l'élaboration de la stratégie nationale d'action contre les mines 2012-2016, qui a ensuite été adoptée par le gouvernement de RDC;
- > L'animation d'un atelier de transition au Soudan du Sud en juin 2011;
- > L'animation d'un atelier de planification stratégique au Soudan du Sud et l'assistance fournie aux autorités nationales pour la préparation d'un projet de plan stratégique (le CIDHG collaborera à la finalisation de cette stratégie en 2012);
- > Pour le compte du gouvernement irakien et du département d'État américain, le Centre a mené une évaluation de l'architecture institutionnelle du programme d'action contre les mines irakien et a formulé des recommandations sur la voie à suivre;
- > Le Centre a continué de dispenser des conseils et des formations aux autorités vietnamiennes concernant la réforme de leur programme d'action contre les mines, et a présenté un exposé succinct du programme national au premier Forum annuel d'action contre les mines du Viet Nam;
- > La publication de quatre résumés sur l'établissement de priorités dans l'action contre les mines, qui permettent de mieux comprendre la façon d'optimiser les ressources de l'action contre les mines. Le Centre a en outre fourni des conseils sur les aspects économiques des mines terrestres au Projet Économie des conflits de la Banque mondiale;
- > La publication, à la fin de 2011, d'un recueil de référence sur l'enquête socioéconomique qui aidera les autorités nationales de l'action contre les mines (ANLAM) et les opérateurs à entreprendre des études socioéconomiques permettant d'établir des priorités, de suivre et de diffuser les résultats de l'action contre les mines en matière de développement;
- > À la demande de l'Équipe de la lutte antimines de l'ONU (UNMAT), le lancement d'une étude du CIDHG sur la transition des programmes d'action contre les mines vers une appropriation nationale. Des études de cas ont été entreprises en Albanie, en Afghanistan, en Azerbaïdjan, en Éthiopie, au Liban, au Mozambique et au Soudan. L'étude a pour objectif général d'établir des orientations pratiques sur la façon de planifier et mettre en œuvre la transition des programmes gérés et soutenus par les Nations Unies vers une appropriation nationale;
- > L'organisation d'événements parallèles sur le thème "Mines terrestres et droits fonciers dans les zones touchées par les conflits" lors de conférences liées à l'action contre les mines et à la réduction de la violence armée à Genève, en collaboration avec UN-HABITAT et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ces événements ont favorisé une sensibilisation aux liens entre la terre et les conflits et à la nécessité pour les organisations d'action contre les mines de ne pas causer de préjudice, en prenant en compte les questions foncières lors de leurs opérations;
- > Le lancement d'une étude sur la façon dont les organisations d'action contre les mines contribuent à la réduction de la violence armée, avec des études de cas en Albanie et au Somaliland. Ce projet a pour but de fournir des preuves démontrant qu'au niveau opérationnel, les organisations d'action contre les mines apportent un soutien pratique aux programmes plus larges de sécurité humaine.

### **Gestion de la qualité, supervision et évaluation**

Dans ses évaluations, le CIDHG s'interroge sur le caractère durable ou non des stratégies, des programmes ou des projets, sur leur pertinence par rapport aux besoins locaux et sur leur efficacité dans les domaines prioritaires de la sécurité, du relèvement et du développement dans les pays touchés.

En 2011, le Centre a procédé à une évaluation du Danish Demining Group (DDG) en Afghanistan et au Soudan du Sud; il a réalisé une seconde enquête sur les mines terrestres et les moyens de subsistance à Herat, en Afghanistan, en collaboration avec le Programme Genre et action contre les mines (GMAP), le Centre de coordination de l'action contre les mines en Afghanistan (MACCA) et plusieurs partenaires de mise en œuvre (HALO Trust, DDG, la Société afghane du Croissant-Rouge (ARCS), l'Organisation pour l'action contre les mines et la réhabilitation (OMAR) et l'Institut afghan de développement rural). Par ailleurs, le CIDHG a maintenu l'accent sur le développement des capacités d'évaluation nationales afin de garantir une meilleure appropriation et viabilité. Parmi les activités entreprises pour appuyer cet objectif, il convient de citer les ateliers "Évaluation de l'action contre les mines", "Évaluation des conflits, de la sécurité et du développement" et "Gestion de la qualité".

Le CIDHG a également veillé à ce que la nouvelle stratégie nationale de la RDC soit assortie d'un cadre de supervision et d'évaluation. Le Centre a aussi présenté un exposé sur la manière d'améliorer la capacité institutionnelle de supervision et d'évaluation lors de la réunion annuelle des directeurs nationaux des programmes du DDG, qui s'est tenue en juin 2011.

Les activités de la section Gestion de la qualité, supervision et évaluation (*Quality Management, Monitoring and Evaluation* ou QMME) ont également inclus:

- > L'organisation des ateliers "Évaluation de l'action contre les mines" en Afghanistan (en février), à Genève (en octobre) et en Inde (en novembre), qui ont permis d'approfondir la connaissance des concepts, des processus et des méthodes d'évaluation, ainsi que des approches de gestion axées sur les résultats, et d'aider les praticiens de l'action contre les mines à jouer un rôle accru dans la fonction d'évaluation;
- > L'organisation de l'atelier "Évaluation des conflits, de la sécurité et du développement" à Genève en août et septembre, en partenariat avec le Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), le projet "Small Arms Survey" (SAS) et l'Équipe internationale de conseil pour le secteur de la sécurité du Centre pour le contrôle démocratique des Forces armées à Genève (DCAF-ISSAT); cet atelier a donné l'occasion aux praticiens travaillant dans le domaine de la sécurité et du développement de se familiariser avec les concepts de conception, de supervision et d'évaluation;
- > La réalisation d'évaluations de la gestion de la qualité en RDC, au Viet Nam, en Afghanistan et en Azerbaïdjan, ainsi qu'en Europe de l'Ouest (Allemagne, France et Royaume-Uni);
- > L'organisation de l'atelier national sur la gestion de la qualité en Afghanistan (en septembre) et de l'atelier régional sur la gestion de la qualité en Inde (en novembre).

## Opérations

### Remise à disposition des terres

Les approches de remise à disposition des terres visent à mieux cibler les ressources de dépollution en améliorant les activités d'enquête technique et non technique. Les activités de sensibilisation à ce concept font partie des efforts déployés par le CIDHG pour élargir et approfondir la compréhension des principes de la remise à disposition des terres et de la manière de renforcer l'efficacité lors des opérations d'enquête et de dépollution. Le CIDHG a organisé ou participé à plus de 20 réunions, ateliers et discussions sur divers aspects du concept et des principes de la remise à disposition des terres. Ces activités de sensibilisation ont inclus, entre autres, un atelier et une évaluation au Soudan, une évaluation de l'approche de la remise à disposition des terres du Centre cambodgien d'action contre les mines (CMAC), une évaluation de l'efficacité opérationnelle en RDP lao et des ateliers sur l'enquête en Irak du Nord. Le Centre a également animé, en collaboration avec le CMAC, une rencontre mondiale sur "Des approches opérationnelles améliorées" à Siem Reap, à laquelle ont participé des représentants de plus de 20 pays.

La publication du "Guide sur la remise à disposition des terres: méthodes techniques" et l'actualisation des pages Web du CIDHG consacrées à ce sujet ont permis d'offrir une étude approfondie et précise de ce domaine. La publication met en relief les meilleures pratiques en matière d'enquête technique, y compris la manière d'utiliser au mieux les engins, les chiens et les équipes de déminage manuel.

### Détection par des animaux

Fin mars 2011, le CIDHG a mené à bonne fin son projet de soutien à l'Afghanistan en matière de chiens détecteurs d'explosifs de mines (CDEM). Ce projet avait démarré en 2004 et avait permis de faire bénéficier le programme de chiens détecteurs afghan d'installations de formation et d'accréditation améliorées, entraînant une augmentation considérable du nombre de chiens fiables disponibles pour les opérations. Par ailleurs, les activités de recherche ont débouché sur l'élaboration du concept de Signature par l'odeur/Cible inoffensive, qui permet de renforcer la sécurité des terrains de test en supprimant la nécessité d'utiliser des mines et des munitions non explosées (MNE) réelles.

Les progrès se sont poursuivis dans le soutien apporté aux programmes de détection par des animaux dans les pays touchés par les mines, par la mise en place de nouvelles connaissances, expériences et meilleures pratiques. À titre d'exemple, on peut citer l'appui fourni à l'Autorité cambodgienne de l'action contre les mines (CMAA) et au Programme des Nations Unies pour le

développement (PNUD) au Cambodge en matière de procédures d'accréditation et d'identification des besoins en personnel, en formation et en infrastructures. Ce processus continu se poursuivra en 2012.

L'année 2010 a vu la finalisation du projet de recherche sur la détection olfactive à distance des explosifs (*Remote Explosive Scent Tracing* ou REST) et une partie de 2011 a été consacrée à coordonner les résultats des recherches de tous ceux qui avaient participé à ce projet de longue haleine. Le travail s'est poursuivi en vue de consigner les observations, qui ont été publiées au début de l'année 2012.

### **Déminage mécanique**

Le déminage mécanique peut sensiblement améliorer l'efficacité des opérations d'action contre les mines. Le CIDHG continue de soutenir les activités mécaniques qui favorisent cette efficacité, notamment, en 2011, par une formation au déminage mécanique dispensée en Irak du Nord pour le Directeur général de l'action contre les mines, en Suède pour le Centre suédois de neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX) et de déminage et en Irak pour le ministère de la Défense. Au cours de 2011, le Centre a également apporté son concours aux processus de test et d'accréditation au Mozambique.

Le CIDHG a par ailleurs développé un nouvel outil électronique pour la gestion des opérations de déminage mécanique et dispensé avec succès une formation à cet effet en Colombie. L'outil a été lancé avec un manuel d'accompagnement sur le site Web du CIDHG, où il est mis à disposition gratuitement. Cet outil a été inclus dans le programme de formation au déminage mécanique, et il a été présenté à plusieurs instances différentes, y compris à la quatorzième Réunion internationale des directeurs nationaux et conseillers des Nations Unies de l'action contre les mines à Genève et à l'armée colombienne.

Tout au long de l'année, le Centre a offert ses services de conseil en matière de déminage mécanique, tant sur le terrain qu'à la communauté de recherche et développement.

### **Liaison militaire**

L'activité de liaison militaire a inclus des présentations sur le déminage humanitaire au Collège de Défense de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Rome, une formation au déminage humanitaire à l'intention de militaires de divers pays et la participation à une conférence de l'OTAN à Bruxelles. Le CIDHG a en outre renforcé ses liens avec les centres d'excellence de l'OTAN en Slovaquie et en Allemagne.

### **Destruction des stocks et neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX)**

Cette question est particulièrement importante pour la communauté de l'action contre les mines et les États qui ont la responsabilité de détruire des stocks de munitions dans le cadre du droit international humanitaire. Des stocks importants de munitions obsolètes, souvent conservés dans des conditions loin d'être idéales, représentent un risque non négligeable pour la vie humaine et économique. Selon le *Small Arms Survey*, le taux d'accidents a récemment augmenté à un toutes les deux semaines, avec des conséquences parfois considérables, surtout en termes de vies humaines et de lésions corporelles. À titre d'exemple du soutien apporté par le CIDHG, une mission a prêté son concours à la Norvège pour aider à la destruction de stocks de mines antipersonnel PFM-1 en Ukraine. D'autres missions consultatives ont été entreprises au Liban, en RDP lao et au Viet Nam en 2011 et un support technique intensif a été fourni sur des aspects clés de la NEDEX et de la destruction des stocks.

Le travail s'est également poursuivi sur le projet de détecteurs de métal par signature destinés à l'enquête et la dépollution des sous-munitions explosives.

La première étape du développement de l'outil d'identification des armes à sous-munitions s'est achevée dans le courant de 2011 et le travail de la deuxième étape a pu commencer. Cette base de données est conçue pour faciliter l'identification d'engins inconnus sur le terrain ou dans les stocks et aider les pays à satisfaire aux obligations des traités.

La destruction des stocks nécessite une planification et un financement afin que les opérations de démilitarisation qui en découlent soient sans danger, efficaces, rentables et respectueuses de l'environnement.

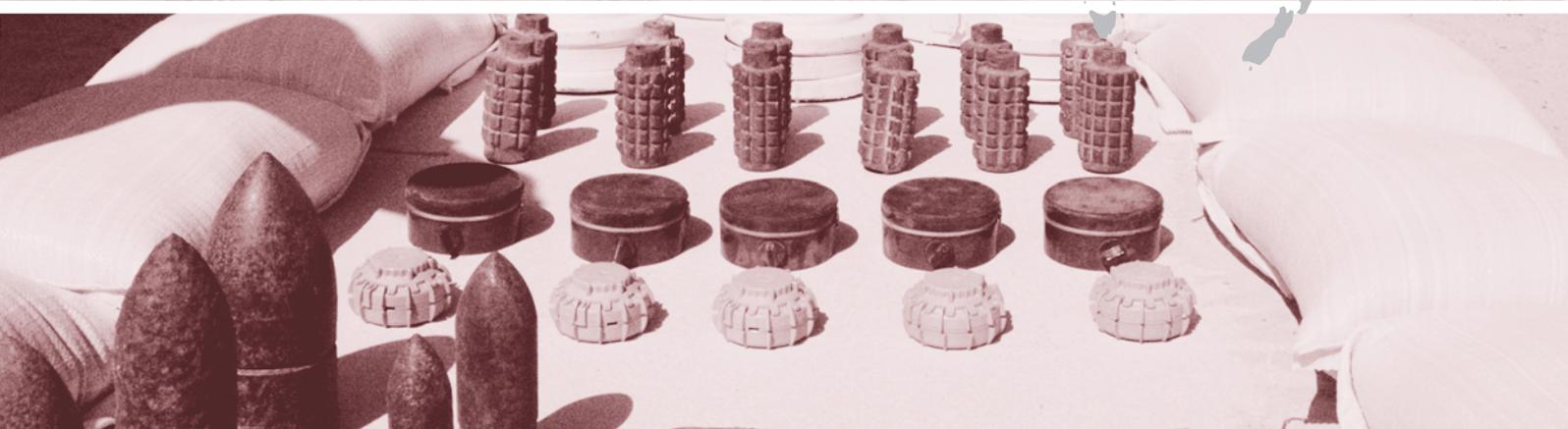
## LES ACTIVITÉS DU CIDHG À TRAVERS LE MONDE

Le CIDHG travaille avec les communautés touchées par les mines du monde entier et se rend également dans les pays donateurs. En 2011, le personnel du CIDHG s'est déplacé dans 50 pays et régions pour dispenser des formations, mener des recherches, organiser des ateliers ou apporter son expertise et ses conseils professionnels en matière d'action contre les mines. La carte ci-dessous illustre les lieux où le personnel du CIDHG s'est rendu en 2011.



### Missions & réunions

- |  |  |
|--|--|
| 1 Afghanistan                            | 26 Jordanie                              |
| 2 Albanie                                | 27 Liban                                 |
| 3 Allemagne                              | 28 Mozambique                            |
| 4 Angola                                 | 29 Népal                                 |
| 5 Autriche                               | 30 Nigeria                               |
| 6 Azerbaïdjan                            | 31 Norvège                               |
| 7 Belgique                               | 32 Pérou                                 |
| 8 Bosnie-Herzégovine                     | 33 République de Corée                   |
| 9 Cambodge                               | 34 République démocratique du Congo      |
| 10 Chili                                 | 35 République démocratique populaire lao |
| 11 Colombie                              | 36 Slovénie                              |
| 12 Croatie                               | 37 Somalie/Somaliland                    |
| 13 Danemark                              | 38 Soudan du Sud                         |
| 14 Egypte                                | 39 Sri Lanka                             |
| 15 Erythrée                              | 40 Suède                                 |
| 16 Espagne                               | 41 Tadjikistan                           |
| 17 Etats-Unis d'Amérique                 | 42 Territoires palestiniens occupés      |
| 18 Ethiopie                              | 43 Thaïlande                             |
| 19 Ex-République yougoslave de Macédoine | 44 Turquie                               |
| 20 France                                | 45 Royaume-Uni                           |
| 21 Hongrie                               | 46 Ukraine                               |
| 22 Inde                                  | 47 Viet Nam                              |
| 23 Irak                                  |  |
| 24 Iran                                  |  |
| 25 Israël                                |  |



## Technologies

La circulation du savoir en matière de développements technologiques entre les acteurs de l'action contre les mines revêt une grande importance pour ce secteur et le CIDHG a un rôle essentiel à jouer pour faciliter les discussions et la diffusion des connaissances. Un exemple de ce rôle est l'absorption des ressources du Programme international de tests et d'évaluations pour le déminage humanitaire (ITEP) dans la base de données LIMA (*Links and Information for Mine Action*) du CIDHG, que l'on peut consulter sur le site Web du Centre.

## La passation de marchés

La publication, en 2010, d'un guide sur les contrats d'action contre les mines a été très appréciée par les autorités nationales de l'action contre les mines, les organisations internationales, les opérateurs et autres parties prenantes appelées à conclure des contrats d'équipements et de services d'action contre les mines avec des fournisseurs. Dans le courant de 2011, le contenu de cette publication a servi de base à différentes présentations et ateliers d'importance fondamentale, notamment lors du cours de formation pour le personnel de gestion organisé à la James Madison University. Le CIDHG a mis sur pied divers ateliers spécifiques lors desquels les différents acteurs de l'action contre les mines ont eu l'occasion d'étudier ce sujet en profondeur. Au cours du dernier trimestre de 2011, des efforts d'approfondissement supplémentaires de cette publication ont été entrepris et ont donné lieu, entre autres, à un nouveau chapitre sur la passation de marchés dans l'industrie du gaz et du pétrole. Une deuxième version actualisée sera publiée dans la première moitié de 2012.

En 2011, une autre publication a permis de consolider la contribution du CIDHG aux pratiques de gestion de l'action contre les mines: *A Guide to Insurance and Liability in Mine Action* (guide de l'assurance et de la responsabilité dans l'action contre les mines, disponible en anglais). Ce thème a ensuite été abordé lors de la formation et des ateliers sur la passation de marchés et a également fait l'objet d'un cours qui lui était entièrement consacré.



## Gestion de l'information

### Système de gestion de l'information pour l'action contre les mines ("Information Management System for Mine Action" ou IMSMA)

La gestion de l'information constitue un pilier du développement d'un programme efficace d'action contre les mines. Le Système de gestion de l'information pour l'action contre les mines (IMSMA) est le produit proposé par le CIDHG aux programmes d'action contre les mines afin de leur fournir la capacité nécessaire en ce domaine. Ce système est utilisé dans plus de 60 programmes et représente le plus grand investissement consenti pour un projet unique par le CIDHG depuis ses débuts, il y a 15 ans.

IMSMA a été conçu pour apporter des solutions aux besoins des utilisateurs en matière de gestion de l'information et il n'a cessé d'évoluer pour répondre aux nouvelles exigences qui apparaissent continuellement. Il est maintenant reconnu comme une référence en matière de gestion de l'information pour l'action contre les mines et est devenu le système de prédilection de l'ONU dans les programmes qu'elle soutient.

Nous avons observé, tout au long de l'année 2011, une meilleure compréhension d'IMSMA, qui est maintenant considéré comme un système permettant de répondre avec efficacité aux besoins sans cesse changeants des organisations de l'action contre les mines, et non plus comme un simple moyen technique.

### **Développement du logiciel**

Le rapport annuel 2010 du CIDHG constatait qu'il était peu probable qu'IMSMA<sup>NG</sup> (la version livrée aux partenaires et utilisateurs en 2010) connaisse d'autres évolutions importantes et que le progiciel actuel resterait généralement stable. C'est toujours le cas et aucun développement important n'a été planifié. Deux mises à jour ont toutefois été réalisées et lancées en 2011, en réponse aux changements observés dans l'environnement de l'action contre les mines.

Des efforts considérables ont été déployés pour faire passer les quelques utilisateurs restants de l'ancienne version IMSMA Legacy à l'actuelle version IMSMA<sup>NG</sup>. Parmi les pays qui ont achevé leur migration en 2011 figurent le Soudan du Sud, la Somalie/Somaliland et le Cambodge.

### **Partenaires de mise en oeuvre**

Le CIDHG a mis sur pied une "Initiative de partenaires de mise en oeuvre" en matière de gestion de l'information, à laquelle participent des organisations telles que Norwegian People's Aid (NPA), Swedish Civil Contingencies Agency (MSB), US Humanitarian Demining Training Center (DHTC) et Information Management and Mine Action Programs (iMMAP). L'objectif de cette initiative est d'agréer des experts qui pourront, à leur tour, apporter un soutien à divers programmes d'action contre les mines au nom du CIDHG. Des discussions se sont poursuivies en 2011 afin de trouver de nouveaux membres prêts à rejoindre le groupe. Une autre session de formation à l'intention de ces partenaires de mise en oeuvre, planifiée à l'origine en 2011, a été reportée au début de 2012 pour des raisons d'organisation.

### **Formation**

Pour que les programmes d'action contre les mines bénéficient véritablement de la gestion de l'information, la fourniture de matériel pédagogique et l'offre de possibilités de formation devraient être les tâches prioritaires du CIDHG et tel est effectivement le cas. Ainsi, en 2011, le Centre a mis en place un cours en ligne sur le système d'information géographique (SIG) pour l'action humanitaire contre les mines, qui a été publié sur le campus virtuel ESRI par la section Gestion de l'information. La découverte de moyens nouveaux et efficaces de dispenser des formations et de diffuser des informations auprès des publics cibles est essentielle au succès des systèmes et outils de gestion de l'information du CIDHG et constitue un processus qui évolue constamment. D'autres cours en ligne devraient être mis en place dans les années à venir.

À mesure que croît la prise de conscience de l'utilité potentielle des outils SIG en ligne, le Centre est de plus en plus sollicité pour aider les programmes d'action contre les mines à améliorer la qualité de leurs données et les connaissances du personnel. De considérables progrès ont été enregistrés en ce domaine en 2011; par exemple, les travaux se sont poursuivis pour identifier et acquérir davantage de sources de données dans l'entrepôt de données spatiales de référence du CIDHG (*GICHD Baseline Spatial Data Repository*).

### **Gestion de l'information**

Un des points saillants de l'année 2011 fut la remise du prestigieux prix "*Making a Difference*" 2011 d'ESRI à Daniel Eriksson, Chef de la section Gestion de l'information au CIDHG, lors de la Conférence internationale des utilisateurs ESRI à San Diego, devant un public de 15 000 personnes. Cette récompense est une reconnaissance des efforts consacrés ces trois dernières années au renforcement des capacités en matière de gestion de l'information au sens large et à la consolidation d'IMSMA<sup>NG</sup>.

IMSMA est maintenant installé dans plus de 60 pays et tourne sur plus de 1 200 terminaux informatiques.

## NORMES DE L'ACTION CONTRE LES MINES

Le CIDHG demeure soucieux de soutenir les Normes internationales de l'action contre les mines (NILAM), qui sont utiles aux autorités nationales de l'action contre les mines, aux centres de l'action contre les mines, aux organisations de déminage et aux autres parties prenantes impliquées dans l'action contre les mines, tant dans le domaine humanitaire que dans celui du développement. Les NILAM contiennent des lignes directrices pour la mise en œuvre sûre et efficace des programmes et projets d'action contre les mines. Ces normes servent ensuite de cadre de référence pour l'élaboration de normes nationales de l'action contre les mines (NNLAM) et de procédures opérationnelles permanentes (POP). Les NILAM, et autres documents connexes, sont gérées par le CIDHG au nom des Nations Unies. Le travail de gestion accompli par le CIDHG inclut:

- > Une révision continue des NILAM et des notes techniques de l'action contre les mines (NTAM) existantes;
- > L'élaboration de nouvelles NILAM et NTAM;
- > La mise en place d'une capacité de communication afin de diffuser des informations sur les nouvelles NILAM, les NILAM amendées et d'autres documents;
- > Une aide à l'élaboration des normes nationales de l'action contre les mines.

En 2011, cinq NILAM ont été révisées et amendées et le travail a considérablement progressé sur huit autres d'entre elles. Le processus de création et d'adoption d'une nouvelle NILAM sur la gestion de l'information a démarré, et le projet devrait être mené à bonne fin dans le courant de 2012. Le comité de révision des NILAM s'est réuni à Genève pour discuter du programme de travail sur les NILAM. La section Normes du CIDHG a poursuivi sa tâche de coordination et de liaison avec les Nations Unies et d'autres organismes de normalisation. Le CIDHG est ainsi membre du Groupe d'experts de référence du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères, qui doit réviser les projets de normes internationales en matière de contrôle des armes légères.

Dans le cadre du travail de communication portant sur les NILAM a eu lieu la publication annuelle du CD 2011 des NILAM – 7<sup>e</sup> édition – contenant les NILAM, les notes techniques de l'action contre les mines (NTAM) et leurs traductions mises à jour, qui a été distribué à la communauté de l'action contre les mines. L'entretien et l'actualisation du site Web des NILAM a également nécessité un engagement considérable, auquel se sont ajoutées la fourniture d'un soutien en ligne aux utilisateurs des NILAM, l'organisation de quatre cours de formation et six présentations sur divers aspects des NILAM, y compris l'éducation au risque des mines, la remise à disposition des terres, la gestion de la qualité, les opérations mécaniques et les chiens détecteurs d'explosifs de mines.

Il est bien entendu essentiel de mettre les NILAM à disposition dans différentes langues chaque fois que cela est possible, et ces efforts trouvent leur expression dans le contenu du site Web des NILAM. En 2011, sept NILAM, dix NTAM et quatre accords d'atelier du Comité européen de normalisation (AACEN) ont été traduits en français et publiés, avec l'aide de l'École militaire du génie d'Angers en France, et du CPADD, au Bénin. Plusieurs NILAM ont été traduites en espagnol, en collaboration avec l'Organisation des États américains, dans le cadre d'un projet qui sera mené à son terme en 2012.

En 2011, quatre pays, le Viet Nam, le Tadjikistan, la RDC et la Jordanie, ont bénéficié d'un soutien à l'élaboration et à la révision de leurs normes nationales de l'action contre les mines.

Tout système de normes internationales doit faire l'objet d'une révision régulière garantissant qu'il demeure adapté au problème qu'il définit et décrit. Une évaluation des NILAM a été entreprise en 2011, dont les résultats et recommandations ont été discutés en détail lors de la réunion du Comité de révision des NILAM qui s'est tenue à Copenhague en octobre 2011. L'une des conclusions sur lesquelles a débouché ce processus, et qui a été adoptée lors de la réunion, est la nécessité d'une analyse des parties prenantes des NILAM. Les termes de référence de cette analyse ont été élaborés et communiqués au Comité de révision, qui lui donnera suite en 2012. Les conclusions de l'évaluation et autres informations relatives aux normes sont disponibles sur le site [www.mineactionstandards.org](http://www.mineactionstandards.org), qui est entretenu par l'équipe du site Web du CIDHG.

## **RAPID**

Par ailleurs, nous avons entrepris de mettre au point un système IMSMA pour la déclaration, l'analyse et la prévention des incidents de déminage (*Reporting, Analysis and Prevention of Incidents in Demining* ou RAPID), qui a été lancé au début de 2012. Ce projet est conduit par la section Normes, en collaboration avec l'équipe de gestion de l'information du CIDHG; il a pour objectif de permettre l'analyse des tendances qui se dégagent des accidents de déminage afin d'améliorer les normes et procédures de sécurité au travail à l'intention des démineurs et démineuses.

## **DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE (DIH)**

Le CIDHG contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre d'instruments du droit international qui visent à remédier au problème des engins explosifs par l'offre d'un soutien technique, logistique et administratif.

### **Participation d'experts à l'élaboration et à la mise en œuvre du DIH**

Le CIDHG a fourni une expertise dans le but d'animer des discussions et négociations éclairées lors de réunions formelles et informelles d'instruments pertinents du droit international humanitaire (réunions des États parties, conférences d'examen, réunions intersessions, réunions d'experts, entre autres).

Le Centre a, par exemple, aidé la Belgique à réviser les modèles de rapports de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel (CIMAP) et à élaborer un guide sur la présentation de rapports au titre de la Convention sur les armes à sous-munitions (CASM). Le CIDHG a également apporté un soutien régulier aux coordonateurs nommés au titre du Protocole II modifié à la Convention sur certaines armes classiques (CCAC) qui traite de l'emploi des mines terrestres, pièges et autres dispositifs et du Protocole V sur les restes explosifs de guerre, en leur fournissant une expertise sur de nombreux aspects de l'action contre les mines. Dans son rôle consultatif, le CIDHG a aidé les gouvernements des pays concernés à remplir les obligations découlant des traités de la façon la plus efficace, efficiente et durable possible. L'étendue des activités déployées par le CIDHG concernait:

- > Les questions de lois et de normes;
- > La gestion stratégique des programmes nationaux d'action contre les mines;
- > La gestion de la qualité et la gestion de l'information;
- > Les méthodes et techniques de remise à disposition des terres (enquête et dépollution);
- > La destruction des stocks.

Le CIDHG se penche également sur d'autres questions politiques et juridiques liées au domaine plus large de la réduction de la violence armée. Tout en suivant de près le processus du Traité sur le commerce des armes (TCA), le Centre utilise avec avantage la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement comme plateforme pour informer le public de ses recherches et pour partager les constatations pertinentes. C'est dans ce contexte que le Centre a organisé un événement parallèle sur l'action contre les mines et les droits fonciers lors de la deuxième Conférence ministérielle d'examen sur la Déclaration de Genève en octobre 2011. Le Centre a en outre participé à la discussion en cours concernant l'impact des armes explosives sur la population civile.

### **Accueil et appui aux mécanismes conventionnels**

En 2011, le Centre a continué de fournir un soutien administratif général à l'Unité d'appui à l'application de la CIMAP (*Implementation Support Unit of the Anti-Personnel Mine Ban Convention* ou ISU-CIMAP), sur la base d'un accord révisé signé le 6 septembre 2011 entre les États parties et le CIDHG concernant l'appui à l'application de la Convention. Ce soutien inclut la gestion des ressources humaines (y compris les assurances), la gestion financière, la gestion des contrats et des documents (Sharepoint), la location des bureaux et les fournitures, les services de TIC (matériels, logiciels, maintenance et télécommunications), les services de voyage, les publications et la gestion du site Web.

Le CIDHG a également aidé l'ISU-CIMAP à organiser le programme de travail intersessions et à administrer le Programme de parrainage. Les services d'accueil offerts par le CIDHG lors des réunions intersessions des comités permanents de la CIMAP au siège du CIDHG incluaient, en 2011, la gestion des conférences, la location de salles de conférence et les services d'interprétation (anglais, espagnol, français et russe). L'administration du Programme de parrainage de la CIMAP comprenait les services de voyage et d'hébergement, ainsi que la présentation de rapports et la vérification des comptes. En 2011, le Programme a parrainé la participation de 100 personnes aux réunions des comités permanents du 20 au 24 juin 2011 et à la onzième Réunion des États parties (11MSP) du 27 novembre au 2 décembre 2011. Le CIDHG a par ailleurs fourni un soutien similaire au programme de travail intersessions de la CASM, du 27 au 30 juin 2011.

Lors de la deuxième Réunion des États parties à la Convention sur les armes à sous-munitions (2MSP-CASM) en 2011, le président de la Convention a reçu le mandat de négocier et conclure un accord entre les États parties et le CIDHG sur l'hébergement d'une unité d'appui à l'application de la CASM.

Dans le cadre de ses services d'appui financier, le CIDHG gère plusieurs fonds d'affectation spéciale tels que le Fonds d'affectation spéciale de l'ISU-CIMAP et le Fonds d'affectation aux Programmes de parrainage de la CIMAP, de la CASM et de la CCAC. Les fonds d'affectation spéciale sont contrôlés par un auditeur indépendant.



## DIFFUSION DU MESSAGE

En 2011, le CIDHG a produit un large éventail de publications différentes. Chaque année, de nombreux guides, documents de politique générale et autres publications viennent s'ajouter à la bibliothèque d'outils et d'informations du CIDHG, et enrichir les ressources disponibles dans le secteur de l'action contre les mines.

Toutes ces publications sont mises gratuitement à la disposition de quiconque est intéressé par les activités d'action contre les mines ou souhaite simplement en comprendre l'envergure et l'ampleur. Des informations et des conseils concernant la plupart des aspects de l'action contre les mines sont accessibles par le biais de publications imprimées, de fichiers téléchargeables en format PDF ou de CD, ainsi que par d'autres canaux de communication naissants.

Parmi les principales publications de l'année écoulée, on peut citer:

- > *A Sourcebook on Socio-economic Survey* (Recueil sur l'enquête socioéconomique, en anglais);
- > *Priority-setting in Mine Action* (L'établissement de priorités dans l'action contre les mines, en anglais) – Quatre documents d'information;
- > *Landmines and Land Rights in Conflict Affected Contexts* (Mines terrestres et droits fonciers dans les zones touchées par les conflits, en anglais);

- > *A Guide to Liability & Insurance in Mine Action* (Guide de la responsabilité et de l'assurance dans l'action contre les mines, en anglais);
- > Guide de la remise à disposition des terres: méthodes techniques;
- > Un CD ROM des NILAM – Version 7 – 2011;
- > Remise à disposition des terres et armes à sous-munitions;
- > Détection olfactive à distance des explosifs REST (*Remote Explosive Scent Tracing*) – Résumé du projet de recherche.

Par ailleurs, le CIDHG a produit plusieurs publications pour le compte de l'Unité d'appui à l'application de la CIMAP, parmi lesquelles:

- > *Understanding Mine Clearance in the Context of the APMB* (Comprendre le déminage dans le contexte de la CIMAP, en anglais) ;
- > *Assisting Landmine and other ERW Survivors in the Context of Disarmament, Disability and Development* (L'aide aux survivants des mines terrestres et autres REG dans le contexte du désarmement, du handicap et du développement).

Toutes nos publications sont disponibles gratuitement. Elles peuvent être téléchargées ou commandées sur le site Internet du Centre, à l'adresse [www.gichd.org](http://www.gichd.org).

## Liens et informations pour l'action contre les mines (LIMA)

La base de données Liens et informations pour l'action contre les mines (*Links & Information for Mine Action* ou LIMA) est une ressource facile à utiliser, qui s'adresse tant à ceux qui ne connaissent pas encore bien l'action contre les mines qu'à ceux qui ont besoin d'informations techniques détaillées sur des aspects spécifiques des activités d'action contre les mines. LIMA rassemble les données du catalogue en ligne des équipements d'action contre les mines (*Mine Action Equipment E-Catalogue*) qui comprend actuellement trois sous-sections: le catalogue sur les détecteurs, les équipements mécaniques et les équipements de protection personnelle (*Detectors, Mechanical and PPE*), la base de données EUDEM (*European Union in Humanitarian Demining*) et le Programme international de tests et d'évaluations pour le déminage humanitaire (ITEP). LIMA regroupe également différentes bases de données liées à des organisations et à des photos. Le CIDHG a consenti un investissement considérable dans cette ressource afin de garantir à toute personne intéressée un accès aisé et efficace à des informations pertinentes. [www.gichd.org/lima/links-information-for-mine-action-lima/](http://www.gichd.org/lima/links-information-for-mine-action-lima/).

## Programme francophone

Le programme de diffusion linguistique francophone du CIDHG est parvenu à sa conclusion logique avec le transfert de ses ressources et responsabilités aux pays partenaires francophones du Centre – le Bénin, la Mauritanie et le Sénégal – en décembre 2011. Le CPADD (Centre de perfectionnement aux actions post-confliktuelles de déminage et de dépollution), du Bénin, joue un rôle phare dans ce transfert. Le Programme francophone, soutenu par la Suisse, la France et les pays précités, ainsi que par l'Organisation internationale de la francophonie, poursuivait trois objectifs principaux:

- > Promouvoir l'expertise francophone de l'action contre les mines;
- > Favoriser les échanges de connaissances, en particulier entre les communautés francophone et anglophone de l'action contre les mines;
- > Identifier des experts francophones de l'action contre les mines.

Depuis le lancement du programme en 2006, ces objectifs ont été progressivement réalisés, par la traduction et la publication de documents essentiels de l'action contre les mines (y compris les NILAM), la création de la bibliothèque francophone en ligne *Bibliomines* [www.bibliomines.org](http://www.bibliomines.org), l'identification et la promotion de l'expertise francophone en matière d'action contre les mines et l'organisation de séminaires annuels des acteurs africains francophones, véritables plateformes de partage de savoir-faire et d'informations.

## Programme de diffusion linguistique arabophone

En 2011, notamment en raison du transfert réussi du Programme francophone, mais essentiellement en réponse à un besoin exprimé par la communauté de l'action contre les mines, le CIDHG a lancé un Programme de diffusion linguistique arabophone. L'objectif de ce programme est de promouvoir l'échange de connaissances et d'expertise entre les programmes arabes d'action contre les mines.

## RESSOURCES ET GOUVERNANCE

Sans une combinaison efficace entre les donateurs, les ressources et le personnel de gestion, le CIDHG ne pourrait accomplir sa mission. Nos donateurs et nos partenaires nous aident énormément à réaliser cet objectif et à mener à bien notre calendrier annuel d'activités. En 2011, nous avons reçu des contributions de 24 donateurs et organismes contractants.

Nous souhaitons adresser nos vifs remerciements aux gouvernements et organisations qui nous ont soutenus et ont fait appel à nos services cette année:

### Gouvernements

- |             |                         |            |
|-------------|-------------------------|------------|
| > Allemagne | > États-Unis d'Amérique | > Norvège  |
| > Australie | > Finlande              | > Pays-Bas |
| > Belgique  | > France                | > Suède    |
| > Canada    | > Italie                | > Suisse   |
| > Danemark  | > Japon                 |            |

### Organisations

- |  |   |
|--|---|
| > Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)               | > Centre de politique de sécurité de Genève (GCSP), |
| > Service de lutte antimines des Nations Unies (SLAM)                    | > Danish Demining Group (DDG)                       |
| > Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) | > Handicap International                            |
| > Organisation internationale de la Francophonie (OIF)                   | > Mines Advisory Group (Dfid-UK)                    |
| > Centre pour le contrôle démocratique des forces armées à Genève (DCAF) | > Small Arms Survey                                 |

Nombre de ces donateurs nous sont fidèles depuis des années et nous apprécions vivement leur soutien constant. Dans le contexte actuel de contraintes financières, le CIDHG est reconnaissant aux donateurs de la confiance qu'ils lui ont témoignée. Le Centre a fait preuve de prudence dans ses dépenses et ses activités et a utilisé efficacement le financement dont il disposait pour accomplir son mandat.

**Déclaration des dépenses et des recettes en CHF** (hors contributions en nature)

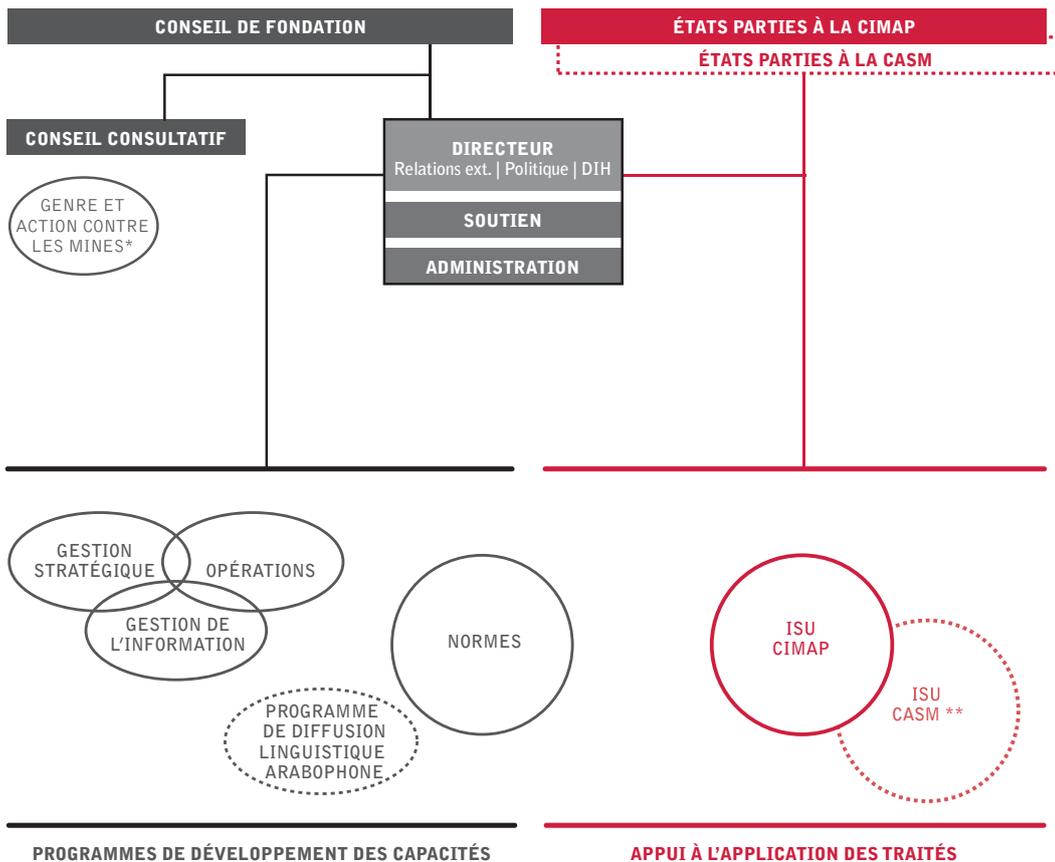
		<b>2011</b>	<b>2010</b>
<b>Opérations</b>	Production des publications		
	Édition, révision, mise en page, impression	188'275	272'310
	Voyages du personnel du CIDHG	699'382	710'420
	Assistance consultants	3'031'068	3'733'797
	Voyages de tierces parties	374'203	525'036
<b>Personnel</b>	Salaires	4'174'254	4'597'467
	Contributions sociales	801'096	909'019
	Formation interne du personnel	29'685	14'410
	Assurances	—	4'999
	Autres dépenses de personnel	190'605	108'485
<b>Services généraux</b>	Entretien	127'305	55'947
	Acquisitions	179'240	104'073
	Communications	135'308	202'347
	Fournitures de bureau	28'740	46'193
<b>Divers</b>	Frais divers	105'197	94'263
	Pertes (gains) de change, nettes	38'253	347'378
	Dépenses extraordinaires	85'675	27'764
	<b>Total des dépenses</b>	<b>10'188'287</b>	<b>11'753'727</b>
<b>Contributions</b>	Contributions reçues	(10'455'055)	(11'173'846)
	Arriérés de contributions	(20'995)	—
	Activités   contributions reportées à 2012	1'599'437	1'514'560
	Activités   contributions reportées de l'année précédente	(1'541'560)	(2'123'193)
	<b>Total des contributions pour l'année</b>	<b>(10'391'173)</b>	<b>(11'782'479)</b>
<b>Autres revenus</b>	Revenus divers	(185'701)	(270'128)
	Ajustement du report	2'889	
	<b>Total des revenus</b>	<b>(10'573'985)</b>	<b>(12'052'608)</b>
	<b>Excédent</b>	<b>(385'698)</b>	<b>(298'881)</b>

La dotation en personnel du Centre joue bien entendu un rôle clé dans sa capacité à mettre en œuvre les plans de travail annuels prévus dans la stratégie. Allier des compétences et expériences spécifiques au sein d'un personnel comptant 40 employés en équivalent temps plein afin de pouvoir assurer la large gamme d'activités du CIDHG et de la CIMAP peut s'avérer un vrai défi. En 2011, le Centre a bénéficié de la présence de stagiaires ou *Junior Professional Officers* (JPO) qui ont investi leur énergie, leur expérience et leur compétences dans la réalisation de nos objectifs, et de l'arrivée de nouveaux collègues en provenance du Canada, de la Colombie, de l'Irlande, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse.

Le Conseil de fondation et le Conseil consultatif revêtent une grande importance pour le fonctionnement et la gestion du Centre. Le Conseil de fondation est formé de représentants de 23 États et organisations, y inclus des pays affectés. Il se réunit deux fois par année pour examiner les performances du Centre et superviser ses activités.

Le Conseil consultatif se compose de 23 membres qui représentent des autorités nationales, des organisations internationales, des ONG et des sociétés commerciales. Leurs compétences et leur expérience leur permettent d'apporter une contribution précieuse au Centre.

## Gouvernance et administration du CIDHG | Diagramme stratégique



\* Programme indépendant hébergé par le CIDHG

\*\* Selon décision des États Parties à la CASM

## Conseil de Fondation

Les 23 membres du Conseil de fondation nommés par les États/organisations et l'observateur ont contribué et/ou participé aux activités immédiates du Centre.

**Membres du Conseil de fondation**  
(au 1<sup>er</sup> février 2012)

**Présidente**  
**Dr Barbara Haering**

**Président honoraire**  
**Dr Cornelio Sommaruga**

**Membres du Conseil de fondation**  
Afghanistan | **Ambassadeur Zalmay Aziz** | Représentant permanent de l'Afghanistan à Genève

Albanie | **Ambassadeur Gazmend Turdiu** | Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères de l'Albanie

Allemagne | **Ambassadeur Hellmut Hoffmann** | Représentant permanent de l'Allemagne auprès de la Conférence du désarmement à Genève

Australie | **Ambassadeur Peter Woolcott** | Représentant permanent de l'Australie à Genève

Cambodge | **S.E. Prak Sokhonn** | Ministre attaché au Premier ministre et Vice-président de l'Autorité cambodgienne de l'action contre les mines et de l'assistance aux victimes

Canada | **Ambassadrice Elissa Golberg** | Représentante permanente du Canada à Genève

Colombie | **Ambassadrice Alicia Arango** | Représentante permanente de la Colombie à Genève

Etats-Unis d'Amérique | **Ambassadrice Laura Kennedy** | Représentante permanente des Etats-Unis d'Amérique auprès de la Conférence du désarmement à Genève

Finlande | **Ambassadeur Hannu Himanen** | Représentant permanent de la Finlande à Genève

France | **Ambassadeur Eric Danon** | Représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement à Genève

Italie | **Ambassadeur Giovanni Manfredi** | Représentant permanent de l'Italie auprès de la Conférence du désarmement à Genève

Japon | **Ambassadeur Kenichi Suganuma** | Représentant permanent adjoint du Japon à Genève

Liban | **Ambassadrice Najla Riachi Assaker** | Représentante permanente du Liban à Genève

Mozambique | **Ambassadrice Frances Victória Velho Rodrigues** | Représentante permanente du Mozambique à Genève

Norvège | **Ambassadeur Steffen Kongstad** | Représentant permanent de la Norvège à Genève

Pays-Bas | **Ambassadeur Paul van den Ijssel** | Représentant permanent du Royaume des Pays-Bas auprès de la Conférence du désarmement à Genève

Sénégal | **Ambassadeur Fode Seck** | Représentant permanent du Sénégal à Genève

Suède | **Ambassadeur Jan Knutsson** | Représentant permanent de la Suède à Genève

Suisse | **Brigadier Général Erwin Dahinden** | Secrétaire du Conseil de fondation | Chef des Relations internationales | Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports

Suisse | **Ambassadeur Alexandre Fasel** | Trésorier du Conseil de fondation | Représentant permanent de la Suisse auprès de la Conférence du désarmement à Genève

Tadjikistan | **Ambassadeur Salohiddin Nasriddinov** | Représentant permanent du Tadjikistan à Genève

Thaïlande | **Ambassadeur Sihak Phuangketkeow** | Représentant permanent de la Thaïlande à Genève

Union européenne | **Ambassadeur Dimitris Iliopoulos** | Chef adjoint | Délégation permanente de l'Union européenne auprès des Nations Unies à Genève

**Observateur**  
**M. Justin Brady** | Directeur par intérim du Service de lutte antimines des Nations Unies (SLAM) | New York

## Conseil Consultatif

Le Conseil consultatif dispense des conseils tant au Conseil de fondation qu'à la direction du CIDHG. Il est composé d'un groupe de 23 praticiens émérites actifs dans l'action contre les mines, qui occupent des postes à responsabilités à divers niveaux au sein de la communauté de l'action contre les mines. Le Conseil consultatif est présidé par le Directeur du CIDHG.

**Membres du Conseil consultatif**  
(au 1<sup>er</sup> février 2012)

**M. Havard Bach** | Chef des opérations et de la sécurité humaine | APOPO

**Mme Arianna Calza Bini** | Directrice | Association du Programme Genre et action antimines (GMAP)

**M. Kerry Brinkert** | Directeur | Unité d'appui à l'application de la CIMAP

**M. Carl Case** | Directeur | Action antimines humanitaire | Organisation des Etats américains (OEA)

**M. Mark Downes** | Chef de l'équipe internationale de conseil au secteur de la sécurité (ISSAT) et Directeur adjoint du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées à Genève (DCAF)

**M. Hansjoerg Eberle** | Directeur général | Fondation suisse de déminage (FSD)

**M. Steinar Essen** | Directeur adjoint | Lutte antimines | Norwegian People's Aid (NPA)

**Mme Judy Grayson** | Conseillère principale | Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

**M. David Hewitson** | Directeur | PRESCIENCE AG

**M. Timothy Horner** | Chef de la lutte antimines du PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

**M. Rasmus Stuhr Jakobsen** | Directeur du Danish Demining Group (DDG) | Danish Refugee Council

**M. Keith Krause** | Directeur de Small Arms Survey | Institut de hautes études internationales et de développement

**M. Ben Lark** | Chef du Secteur mines/restes explosifs de guerre | Comité international de la Croix-Rouge (CICR)

**M. Gustavo Laurie** | Officier supérieur de liaison par interim à Genève | Service de lutte antimines des Nations Unies (SLAM)

**M. Dorijan Marsic** | Directeur | ITF Amélioration de la sécurité humaine | Slovénie

**Mme Marie Mills** | Conseillère de la lutte antimines | Swedish Civil Contingencies Agency (MSB)

**Mme Deemah Naser** | Chef du département de la planification | Commission nationale de déminage et de réhabilitation (NCDR) | Jordanie

**M. Chris Pearce** | Directeur de la Gestion des munitions | G4S Risk Management Limited

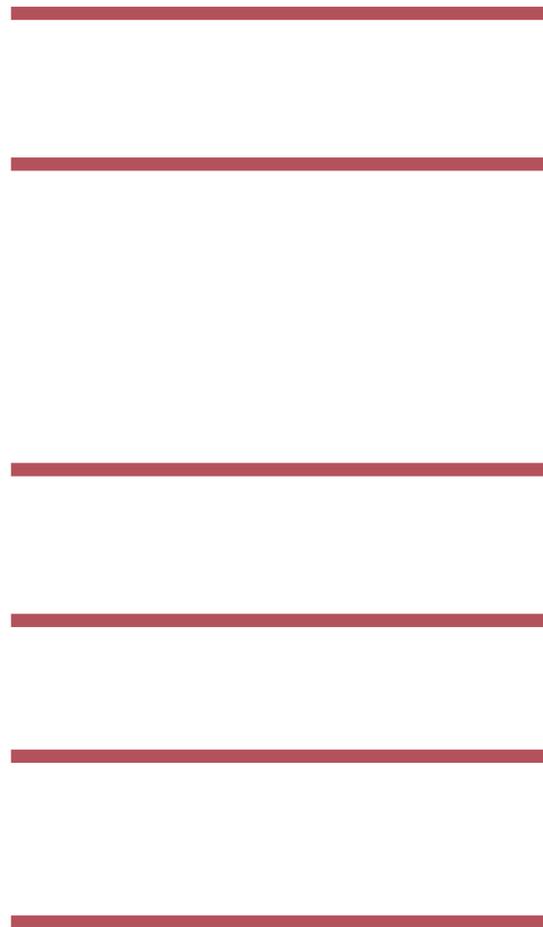
**M. Heng Rattana** | Directeur général | Centre cambodgien de l'action contre les mines (CMAC) | Cambodge

**M. Rashid Mohammed Sediq** | Chef des Opérations | Centre de coordination de la lutte antimines des Nations Unies en Afghanistan (MACCA)

**M. Etsay Gebre Selassie** | Directeur général | Office éthiopien de l'action antimines (EMAO) | Ethiopie

**M. Paul Vermeulen** | Chef du Plaidoyer international et des relations institutionnelles | Handicap International | Suisse

**M. Rob White** | Directeur des Opérations | Mines Advisory Group (MAG)



**Centre International de Déminage Humanitaire | Genève**  
**Geneva International Centre for Humanitarian Demining**

7bis, av. de la Paix | Case postale 1300 | 1211 Genève 1 | Suisse  
t. + 41 (0)22 906 16 60 | f. + 41 (0)22 906 16 90  
info@gichd.org | [www.gichd.org](http://www.gichd.org)